

A-2227/09-17



CHFEP

Chambre des fonctionnaires
et employés publics

11-A, avenue de la Porte-Neuve | L-2227 Luxembourg | Tél.: 47 22 24 | Fax: 47 23 74 | E-mail: chfep@chfep.lu

A V I S

sur

une série de dix projets de loi ayant pour objet de mettre en œuvre le plan de conjoncture du gouvernement

Par dépêche du 10 mars 2009, Monsieur le Premier Ministre a demandé, "*dans les (plus) brefs délais*", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur une série de dix projets de loi destinés à mettre en œuvre le "*plan de conjoncture*" décidé par le gouvernement pour répondre aux effets de la crise bancaire, financière et économique internationale.

Les dix projets en question poursuivent plus précisément les objectifs suivants:

- institution d'un régime temporaire d'aide au redressement économique, notamment pour les entreprises qui sont "*susceptibles d'avoir une influence structurante sur l'économie nationale ou régionale, voire un impact moteur sur le développement économique*";
- institution d'un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique pour les mêmes entreprises;
- introduction de toute une série de mesures en matière de recherche et de développement (extension des régimes d'aide, nouvelles manières de les mettre en application, extension des missions de Luxinnovation et création d'un nouvel établissement, création d'un fonds spécial de financement);
- introduction ou prorogation de mesures en matière de chômage partiel;
- financement de projets relatifs à la voirie normale de l'État par le fonds des routes (avancement de projets initialement prévus pour fin 2009 ou 2010);
- simplification administrative en matière d'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement;
- modification de la loi sur les marchés publics (également dans le souci d'une simplification administrative);
- relèvement de 7,5 à 40 millions d'euros du seuil au-delà duquel une loi est nécessaire pour autoriser l'acquisition, la réalisation ou l'aliénation par l'État d'un bien immobilier ainsi que tout autre engagement financier;

- substitution d'une "*copie simple*" à la "*copie certifiée conforme*" d'un document dans toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives;
- modification de la loi budgétaire pour l'exercice 2009 (comme conséquence logique de certains des neuf autres projets).

La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'entend pas rentrer dans le détail des dispositions projetées, et ce pour trois raisons aussi simples que précises:

- l'envergure du dossier (175 pages, exposés des motifs et commentaires des articles compris) rend impossible toute analyse approfondie dans les délais impartis, la lettre de saisine précisant que "*l'adoption des projets de loi par la Chambre des Députés est de la plus grande urgence*";
- bien que les dix projets de loi sous avis soient d'intérêt général au regard des objectifs qu'ils poursuivent, aucun d'entre eux n'a un lien particulier avec ou une répercussion directe sur les ressortissants de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, si ce n'est que ce seront encore eux qui auront la charge de transposer dans la pratique la longue liste des nouvelles mesures proposées ...;
- au regard des hautes importance et urgence du dossier, il est fort probable que les projets passeront le vote au Parlement sans problème, les députés s'empressant sans doute d'avaliser ce que le gouvernement leur proposera.

En conclusion, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se contente donc de prendre note des projets lui soumis, et elle espère que les dix lois qui vont en découler aboutiront dans la pratique à ce que leurs initiateurs attendent d'eux.

Ainsi délibéré en séance plénière le 16 mars 2009.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG